

Motion de soutien à l'Aéroport du Grand Ouest (Notre-Dame des Landes)

La CCI Bretagne, Parlement des entreprises, affirme combien ce projet s'inscrit au cœur de ses préoccupations.

En préambule, la CCI Bretagne s'inquiète de la tendance actuellement observée qui consiste à mener des politiques de « stop and go » sur un certain nombre de grands projets d'infrastructures. Ainsi en va-t-il des projets précédemment arrêtés dans le cadre du SNIT (Schéma national des Infrastructures de Transport) et qui se voient aujourd'hui remis en question et re-analysés au regard de leur pertinence, intérêt et du degré d'urgence attaché à leur réalisation. Les chefs d'entreprises rappellent à ce titre **leur besoin de lisibilité afin de se positionner vis-à-vis de ces projets qui auront des impacts directs sur leur accès aux marchés, leur compétitivité et leurs investissements.**

Concernant l'aéroport du Grand Ouest, est-il utile de rappeler que dès 1974, était créée une zone d'aménagement différé qui mobilise 570 Ha pour l'infrastructure aéroportuaire et que ce projet a fait l'objet depuis d'une enquête d'utilité publique en 2006 ayant conclu à la validité du projet de construction d'une telle plateforme. En outre, rappelons que ce projet n'est que le transfert de celle de Nantes-Atlantique et non la création d'un nouvel équipement. Longuement débattu, ce projet soutenu par un syndicat mixte composé des régions Bretagne et Pays de la Loire, de cinq départements et de dix intercommunalités **bénéficie ainsi d'une légitimité démocratique.**

Par ailleurs, la CCI Bretagne rappelle que ce projet s'inscrit dans **une tendance de fond à la massification des échanges qui tend à la création de plateformes plus importantes mais moins nombreuses.** Le marché du transport aérien évolue avec le recours à des avions de plus grande taille pour une clientèle élargie. Ainsi les différentes compagnies aériennes qui choisissent de desservir un aéroport le font certes au regard de la qualité de cette infrastructure (longueur des pistes, capacité d'accueil...) mais aussi au regard de sa zone de chalandise qui sous-tend son propre développement. Aussi, Le Grand Ouest, porté par son dynamisme économique et démographique (150 000 habitants attendus dans l'aire urbaine de Nantes d'ici 2030 et 450 000 en Bretagne, soit 600 000 habitants en plus), et au vu de la saturation attendue de l'équipement de Nantes Atlantique, bénéficie d'une attractivité naturelle qui justifie la création de cette infrastructure.

C'est pourquoi la CCI Bretagne, particulièrement attachée à l'entreprise et à son développement soutient ce projet qui répond aux attentes des chefs d'entreprises bretons à double titre :

- **Il permettra sans conteste le désenclavement du Grand Ouest en reliant les entreprises à leurs marchés et contribuera plus largement à la désaturation des aéroports parisiens.** En effet, cet aéroport constitue un vrai projet stratégique de connexion à l'international tant pour les entreprises que pour la recherche et l'enseignement supérieur.
- Les liaisons nationales et européennes offertes par cette infrastructure renforceront **l'attractivité touristique** du Grand Ouest.

Enfin, la CCI Bretagne requiert que les crédits qui ne manqueront pas d'être mobilisés en faveur de la ligne ferroviaire Rennes-Nantes, envisagée pour la desserte de la plateforme, ne menacent pas les opérations qui devront être engagées pour placer Brest et Quimper à 3 h de Paris en exploitation commerciale. **C'est pourquoi la CCI Bretagne soutiendra avec la même conviction et la même énergie tant l'aéroport du Grand Ouest que le projet Bretagne Grande Vitesse, dans la mesure où ils concourent tous deux à l'attractivité et au développement de l'ensemble de notre région.**

En conséquence, il est essentiel, d'aller au bout de ces démarches et de réaliser dans les délais prévus ces projets de plateforme aéroportuaire et de désenclavement ferroviaire de l'ouest breton. C'est le développement des entreprises et des emplois à l'horizon 2030 qui en dépend. Ces deux projets constituent à ce titre un gage de notre réussite économique et de la compétitivité de nos entreprises pour les générations futures.